



ICPA

L'INSTITUT CANADIEN DES
POLITIQUES AGRO-ALIMENTAIRES

2011~12

Rapport annuel

Mission

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) est un forum indépendant et impartial qui œuvre pour la réussite du secteur agricole et agroalimentaire canadien. Il identifie les nouveaux enjeux, favorise le dialogue et présente des options de solutions aux enjeux de concert avec les intervenants de toute la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire ainsi qu'avec des représentants des universités, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs partout au Canada. L'ICPA est un catalyseur.

L'ICPA, dont le siège social est situé à Ottawa, a été constitué en société sans but lucratif en 2004 par le gouvernement fédéral et est dirigé par un conseil d'administration, dont les membres sont issus de divers milieux, appuyé par un comité consultatif. L'ICPA s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses objectifs et de sa raison d'être. La charte de l'ICPA décrit son mandat dans les termes suivants:

- Participer de façon indépendante, impartiale et crédible aux discussions et processus d'élaboration des politiques en matière d'agriculture canadienne.
- Constituer un forum sur les politiques agricoles permettant de promouvoir le dialogue par les moyens suivants :
 - a. cueillette de renseignements et diffusion des résultats;
 - b. identification, dans le secteur agricole, des enjeux nouveaux qui devraient être coordonnés et gérés sur le plan national;
 - c. lieu de rencontre de nombreux spécialistes et de nouveaux intervenants afin d'analyser les enjeux agricoles actuels et nouveaux;
 - d. examen de solutions aux enjeux avant que ces derniers ne se cristallisent;
 - e. maintien d'un juste équilibre entre les prises de position dans le secteur agricole;
 - f. prestation de conseils et présentation d'un point de vue neutre au moment de la prise de décision en matière de politiques agricoles.

Pour joindre l'ICPA

Pour toutes questions relatives au présent document ou aux projets de l'ICPA, s'adresser à :

David McInnes
Président et chef de la direction
Institut canadien des politiques agro-alimentaires
960, avenue Carling, CEF
Immeuble 49, pièce 318
Ottawa, ON K1A 0C6

Téléphone: 613-232-8008
Web: www.capi-icpa.ca
Courriel: info@capi-icpa.ca

Rapport du Président du conseil

Après plus de sept ans à la barre de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires je quitterai mes fonctions de Président du conseil en juin 2012.

En 2003, on m'a invité à lancer l'ICPA. Agriculture et Agroalimentaire Canada voulait créer un organisme indépendant qui engagerait un dialogue sans parti pris sur les politiques importantes appeler à paver l'avenir du secteur agroalimentaire. Avec le concours du Dr. Robert Church et Ken Knox, l'Institut a été constitué en société en février 2004.

L'une de nos premières démarches fut d'obtenir une source de financement durable. En 2007, l'honorable Chuck Strahl, l'ancien ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a approuvé le financement de l'ICPA jusqu'en 2022, ce qui assura le soutien de notre mandat et la pérennité financière et l'indépendance de l'Institut. Avec l'appui de notre comité consultatif, nous avons élaboré notre premier programme de recherche d'abord axé sur l'évolution du revenu agricole. Depuis lors, nous avons publié quelque 23 études diverses.

En février 2011, nous avons franchi une étape importante en publiant *La destination du secteur agroalimentaire canadien: Une nouvelle approche stratégique*. Ce rapport phare était le résultat d'une vaste consultation auprès des intervenants, présentait une large perspective du secteur et soulignait la nécessité d'un changement en profondeur. Il préconisait un virage fondamental dans notre façon de collaborer, d'innover, et de réglementer et de gérer le risque. En soulignant de meilleures façons de travailler ensemble, le rapport offrait à l'ensemble du secteur une carte routière à grande échelle. À vrai dire, quand on songe au rôle important que le Canada peut jouer au titre de fournisseur alimentaire auprès d'un monde affamé, un monde où la population atteindra les neuf milliards d'individus d'ici 2050, ce rapport présente des orientations importantes. Il est possible de vraiment mieux réussir au moyen d'une meilleure collaboration non seulement entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement mais aussi entre ces derniers et le grand nombre d'autres acteurs non-alimentaires tels chercheurs, gouvernements et bien d'autres encore. Cette démarche préconise l'adoption d'une « approche systèmes ». Chose plus importante encore, le rapport Destination faisait état du besoin d'un changement de comportement majeur.

Le rapport soulignait l'importance d'établir des objectifs ou cibles communs de façon à concerter l'action commune. Afin de lancer la discussion, nous avons suggéré des objectifs liés à la quantité d'aliments que le Canada devrait produire pour suffire à la demande canadienne et aux moyens d'augmenter les exportations, ainsi que d'autres cibles portant sur l'utilisation accrue des biotechnologies afin de créer des occasions rentables dans tout le secteur agroalimentaire. Nous visions à encourager le dialogue sur « l'art du possible ».

Le rapport Destination prônait l'agencement des politiques afin de soutenir cette approche, comme l'adoption de politiques alimentaires complètement intégrées dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la santé. L'augmentation du coût des soins de santé est en partie la résultante de maladies chroniques liées au régime alimentaire et des conséquences d'une population de plus en plus obèse. Le diabète, les maladies cardiovasculaires et autres affections chroniques comptent pour quelque 40%

des \$192 milliards dépensés en santé au Canada aujourd'hui. Notre travail consistait à presser le gouvernement et l'industrie d'adopter certaines mesures dans le cadre du renouvellement de l'entente Cultivons l'avenir et de l'Accord sur les soins de santé.

Notre concept alimentaire « systèmes » a suscité beaucoup d'intérêt partout au Canada. Des organismes sectoriels, des tables rondes nationales, des gouvernements provinciaux et municipaux et autres entités dont le mandat est de soutenir le secteur agroalimentaire ont manifesté de la curiosité à l'égard du potentiel que pourrait engendrer l'approche alimentaire « systèmes ». Dans la même veine, l'ICPA a lancé une importante étude en collaboration avec la Alberta Livestock and Meat Agency visant l'adoption de ce concept par le secteur bovin canadien. Nous avons bon espoir que notre rapport Destination contribuera à alimenter la discussion sur la stratégie à adopter pour assurer le succès à venir du Canada dans ce domaine.

En terminant, j'aimerais remercier Yvan Jacques, premier gestionnaire permanent de l'ICPA, pour ses efforts dans la mise sur pied de notre organisation et aussi l'équipe actuelle, David McInnes, président et chef de la direction, Daniel Yeon, Manon Bougie et Kim Kelly pour leur engagement et dynamisme indéfectibles. J'aimerais aussi exprimer ma profonde gratitude à Agriculture et Agroalimentaire Canada, dont les dirigeants croient en l'importance continue d'un organisme tel l'Institut, et aux administrateurs de l'ICPA pour la constance de leurs conseils. Je tiens aussi à exprimer mes plus sincères remerciements à notre Comité consultatif qui a contribué à établir notre orientation stratégique et élaborer notre plan de travail. À nos membres, le Alberta Agriculture and Rural Development, Financement agricole Canada, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, merci d'avoir cru en nos travaux. À mon successeur Ted Bilyea, je le remercie d'avoir accepté de prendre la barre de l'ICPA à un tel tournant critique alors que se précisera la place du secteur agroalimentaire dans le tissu social et économique du Canada.

Je vous prie d'agréer mes salutations les plus sincères.



Gaëtan Lussier
Président du conseil

Rapport du Président et chef de la direction

Les enjeux que pose, pour le Canada et le reste du monde, l'adoption d'un plan alimentaire approprié sont énormes. Ce que nous faisons collectivement pour bien préparer le Canada au changement aura un profond impact sur notre avenir économique et le mieux-être de la société. Comme nous sommes un grand exportateur alimentaire, cela aura aussi des répercussions importantes bien au delà de nos frontières. Nous demeurons foncièrement persuadés que le secteur agroalimentaire du Canada constitue un actif stratégique. Nous devons préparer le pays afin qu'il puisse tirer parti de ce formidable potentiel.

Le but de notre travail est de promouvoir un dialogue sur les enjeux et la stratégie. Pour y arriver, nous faisons appel à la « pensée systèmes ». C'est à dire que les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et une variété d'autres acteurs impliqués dans l'alimentation doivent collaborer pour créer de nouvelles occasions et doivent participer aux discussions. Le changement suppose aussi une plus grande convergence des politiques qui touchent l'agriculture, la biotechnologie, l'environnement, le commerce et l'innovation, et autres. Les consommateurs canadiens et étrangers ont des attentes accrues à l'égard de l'industrie alimentaire. Le Canada doit être un chef de file en réponse à ces besoins. Nous devons en outre y arriver tout en minimisant l'impact sur l'environnement. Au cours de l'année, nous avons partagé ces idées avec bon nombre d'intervenants divers afin de créer un secteur agroalimentaire plus prospère. L'Institut maintient le cap sur l'avenir et fort de ses assises se penche maintenant sur l'élaboration de son prochain plan stratégique triennale.

Pour faire progresser notre travail, il nous a fallu une équipe dévouée et un conseil d'administration d'un grand soutien. Je tiens à remercier tout particulièrement Gaëtan Lussier à titre de Président du conseil pour la constance de ses conseils et son dévouement sans borne envers l'ICPA. J'ai aussi bien hâte de travailler de près avec notre nouveau Président du conseil, Ted Bilyea. De nombreux intervenants ont partagé avec nous des idées intéressantes sur la suite à donner à nos travaux. Je désire témoigner à chacun d'entre eux mes remerciements les plus sincères.

Nous travaillons sans relâche.

Meilleures salutations,



David McInnes
Président et chef de la direction

L'année en bref

Activités de l'exercice financier 2010-2011

Suite au rapport :

La Destination du secteur agroalimentaire canadien – Une nouvelle approche stratégique

Ce rapport a été publié au cours de l'exercice précédent en février 2011. Il affirme que le secteur agroalimentaire se doit d'adopter une approche « systèmes ». Les enjeux et solutions agroalimentaires sont de nature multisectorielle et de plus en plus complexes, y compris ceux touchant la production et l'approvisionnement alimentaires fiables, le commerce et l'accès au marché, le régime alimentaire, la nutrition et la santé publique, et la durabilité de l'environnement ainsi que l'adaptation au changement climatique. Seule une sage gestion de ces enjeux permettra d'assurer au pays un avenir prospère. Pour y arriver, il faudra modifier notre façon de relier les grands enjeux alimentaires et d'établir des liens entre l'agroalimentaire et d'autres intervenants. Voilà la façon de « penser systèmes alimentaires ». En bref, des « systèmes alimentaires » sont un environnement d'exploitation où les partenaires de l'industrie opèrent de façon rentable tout en répondant aux demandes du consommateur et aux attentes de la société ; et ils y arrivent en collaborant avec un vaste éventail de partenaires non-alimentaires. Pour arrimer ainsi les chaînes d'approvisionnement, il est important d'identifier des objectifs et de mesurer le rendement (mesures). Le gouvernement pour sa part peut soutenir les systèmes alimentaires en adoptant des politiques positives et intégrées.

Mise à jour – Rapport Destination

La plupart de nos activités de consultation suivant la publication du rapport Destination à l'hiver 2011 se sont déroulées au cours du présent exercice financier. L'ICPA a consulté intensément les intervenants afin d'obtenir leurs réactions au rapport. En juin 2011, l'ICPA a publié une Mise à jour issue des commentaires des intervenants et résultant de nombreuses activités de communications durant le premier trimestre de l'année.

Au cours de l'hiver et du printemps 2011, l'ICPA a rencontré bien au delà de 800 intervenants de par tout le secteur agroalimentaire, d'un bout à l'autre du pays, dont des producteurs, et autres maillons de la chaîne d'approvisionnement, les gouvernements, des universitaires et des ONGs. L'ICPA a aussi consulté des partenaires des milieux de la santé, de l'environnement, du transport, des services financiers et du développement économique. L'information ainsi recueillie est comprise dans la Mise à jour, disponible sur le site web de l'ICPA. (Au cours de l'exercice financier l'ICPA s'est entretenu, dans le cadre de rencontres ou de présentations, avec quelque 1,500 intervenants de partout au pays.)

Dialogue avec les intervenants – Intérêts manifestés

Le rapport Destination engendre une discussion à l'échelle nationale. Les intervenants se sont dits curieux quant aux idées avancées et à la façon de les mettre en œuvre et voulaient plus de détails sur le concept de « systèmes alimentaires ». Les travaux de l'ICPA ont suscité de l'intérêt tout au long de l'année, intérêt qui s'est concrétisé par des invitations à prendre la parole lors de réunions et conférences d'intervenants et par des discussions avec les gouvernements provinciaux sur la possible adoption des concepts des systèmes alimentaires.

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, un groupe de producteurs comptant plus de 770 membres de la chaîne d'approvisionnement, des producteurs aux détaillants, a accueilli avec grand intérêt le concept de système alimentaire. L'ACDFL est à étudier le recours au concept de système alimentaire pour faciliter la mise en œuvre de son plan stratégique.

Par ailleurs, d'autres ont manifesté de l'intérêt pour les travaux de l'ICPA, dont le Forum des politiques publiques qui a publié un article dans sa revue *Options politiques* intitulé "A New Mindset for Canada's Agri-Food Sector," édition d'août 2011. L'article résumait le rapport Destination et le concept des systèmes alimentaires.

Certains organismes ont traité des travaux de l'ICPA dans leurs bulletins d'information. Par exemple, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a présenté l'ICPA dans son bulletin provincial Investir pour l'avenir. Le ministère coordonne le Plan d'action gouvernemental de promotion et de saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 du gouvernement du Québec. Les doyens des facultés d'agriculture et de médecine vétérinaire canadiennes ont publié un document de travail, intitulé « Lien entre l'agriculture, l'alimentation et le mieux-être pour la santé des canadiens », qui fait suite aux prémisses établis par l'ICPA.

L'ICPA a aussi publié deux bulletins sur son site web. Les éditions de l'automne et du printemps décrivaient comment des intervenants de partout au pays créaient de nouvelles occasions en travaillant ensemble différemment. Le Bulletin d'automne traitait de la collaboration et de l'innovation dans l'industrie de l'orge. Le Bulletin du printemps décrivait la stratégie du système alimentaire de la région du Golden Horseshoe en Ontario.

Système alimentaire bovin

Certains intervenants entendus lors de nos consultations avaient manifesté de l'intérêt dans l'éventuelle adoption du concept de système alimentaire (*Mise à jour*, juin 2011). Tôt à l'automne 2011 l'ICPA a lancé une importante étude visant à déterminer si, au moyen d'une approche systèmes alimentaires, le secteur bovin canadien pouvait augmenter sa compétitivité et sa rentabilité. Ce projet a eu pour principal commanditaire la Alberta Meat and Livestock Agency et d'autres appuis du Saskatchewan Department of Agriculture et de la banque RBC.

Le projet incluait quelque 80 entrevues et une douzaine de présentations aux intervenants en 2011-2012, y compris trois séances d'information à la Table ronde sur la chaîne de valeur du bœuf, forum conjoint du gouvernement et de l'industrie réunissant les principales associations et intervenants de l'industrie bovine. Le rapport de l'étude sera publié en automne 2012. Le rapport décrit une méthode permettant d'adopter les principes du système alimentaire. Cette démarche servira à promouvoir le dialogue (déjà en cours), parmi les intervenants, sur la nécessité d'une nouvelle stratégie pour le secteur.

Analyse de chaînes de valeur

L'ICPA a invité le George Morris Centre à produire une analyse sur la façon de gérer les chaînes de valeur, à titre de complément à l'Étude sur l'industrie bovine. Le rapport, intitulé Description des attributs propres aux

« Nous vivons à une époque unique de l'histoire. Le monde demeure toujours un endroit où existent des moyens extrêmement variés de se nourrir et où les défis de santé en termes de surabondance et de pénurie alimentaires se multiplient. Parallèlement, nous savons qu'il faudra trouver les moyens de nourrir beaucoup plus d'individus, soit l'équivalent de la population canadienne de plus tous les six mois, au cours des 25 à 30 prochaines années. Nous devons y arriver grâce à des pratiques durables qui feront appel à moins d'eau, moins de sols et moins de pétrole et qui tiendront compte des changements climatiques. Voilà des défis importants qui font partie intégrante de la relation en pleine mutation qui existe entre ceux chargés de l'intendance des sols et des animaux qui produisent notre nourriture, ceux qui la consomment, et tous ceux qui se trouvent entre les deux. Le dialogue qu'encourage l'ICPA représente une approche novatrice à la conception de systèmes alimentaires conçus pour nous réunir tous dans nos réponses à ces défis.»

*— Dr. Leslie McLaren, présidente associée,
Collège d'agriculture de la Nouvelle-Écosse.*

chaînes de valeur qui réussissent, révèle les ingrédients du succès des chaînes de valeur et présente de nouvelles stratégies pour améliorer le rendement du secteur agroalimentaire. Ce rapport ajoute aux travaux de l'ICPA qui visent à favoriser les chaînes de valeur (ou d'approvisionnement) hautement collaboratives. L'étude a été publiée en mars 2012.

Stratégies et systèmes alimentaires municipaux

Partout au pays de nombreuses municipalités, dont Toronto, la région du Niagara, Montréal et Vancouver, ainsi que de nombreuses autres communautés urbaines plus petites, ont entrepris des projets visant à élaborer ou mettre en œuvre des « stratégies de système alimentaire ». Ces efforts démontrent à quel point les objectifs alimentaires permettent de créer de multiples occasions, y compris le soutien de l'agriculture et des entreprises agricoles locales, la promotion de la santé de la population, l'apport à un environnement durable, etc. En outre ces projets servent à unir les nombreux et divers intervenants alimentaires, allant de ceux faisant partie des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires (des producteurs aux fournisseurs de services alimentaires) à ceux qui œuvrent au sein du gouvernement, dans les milieux de la santé communautaire, de l'éducation, du tourisme, du transport, des universités et bien d'autres encore. Afin de mieux comprendre ce phénomène, l'ICPA a lancé un projet de recherche sur les systèmes alimentaires municipaux et régionaux. L'Université York, en collaboration avec les partenaires alimentaires municipaux de plusieurs provinces, travaille à un rapport dont la publication est prévue pour l'automne 2012.

Stratégies alimentaires nationales

L'ICPA a aussi approché d'autres organismes nationaux qui s'intéressent à la promotion de stratégies alimentaires nationales, dont la Fédération canadienne de l'agriculture, le Conference Board du Canada, le projet Pour une politique alimentaire populaire, ainsi que des organismes tels la McConnell Foundation. L'ICPA s'attachera à poursuivre le dialogue. Selon l'ICPA, plus il y aura de dialogue, le mieux ce sera en termes de sensibilisation et de meilleure compréhension des avantages d'unir les priorités politiques et les intervenants. À ce propos, l'étude Traçons l'avenir en route vers 2020 d'Agriculture et agroalimentaire Canada, publiée en marge de ses discussions sur Cultivons l'avenir 2, évoque « l'intérêt grandissant » à l'endroit d'une politique alimentaire. L'étude souligne la contribution de l'ICPA (et de la Fédération canadienne de l'agriculture) à l'élaboration de « stratégies alimentaires nationales ».

Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture

Les travaux de l'ICPA sur le système alimentaire ont retenu l'attention internationale. L'Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture (IICA) est une agence qui met de l'avant une agriculture concurrentielle et durable dans les Amériques. L'IICA et l'ICPA collaborent en vue de faire adopter l'approche systèmes alimentaires dans l'un des pays membres de l'IICA dans les Caraïbes. L'ICPA agit à titre de consultant dans ce projet. Le projet doit débiter au cours de l'exercice financier 2012-2013, sur approbation d'un financement externe.

Programme de bourses

Dans le cadre de la troisième et dernière édition du programme de bourses Vers un dialogue national qui s'adresse aux étudiants diplômés des facultés de sciences agricoles, de nutrition et de sciences de l'environnement, l'ICPA a invité les étudiants à présenter un exposé de position sur la façon, pour le Canada, de répondre aux défis et profiter d'occasions du secteur agroalimentaire liés aux enjeux relatifs à l'alimentation et le mieux-être, la durabilité et/ou pérennité. Les bourses seront remises mi-2012. Cette initiative profite du soutien financier de Financement agricole Canada et est administrée par l'Association des collèges et des universités du Canada.

Gouvernance

L'ICPA respecte les modalités et conditions établies au moment de sa création. La charte de l'ICPA (la « mission » telle qu'énoncée au début du présent rapport) détermine la façon selon laquelle l'Institut réalise ses activités et demeure imputable. Par souci de bonne gouvernance, l'ICPA revoit sur une base régulière ses politiques, et les ajuste au besoin, pour assurer la transparence, l'intégrité, la clarté et l'efficacité de ses pratiques managériales.

Les administrateurs de l'ICPA disposent d'un large éventail de connaissances et d'expérience dans les domaines de l'agroalimentaire, des politiques et de l'administration publiques, de la recherche et des affaires. Le Président et chef de la direction relève du Président du conseil d'administration.

Deux nouveaux administrateurs se sont joints à l'ICPA cette année, soit Ted Bilyea, consultant en agroalimentaire, et Paul Paquin, professeur au Département des sciences des aliments et de nutrition de l'Université Laval. Doug Stewart, dont le mandat a pris fin, a quitté le conseil d'administration.

Le comité consultatif de l'ICPA, qui représente les divers maillons de la chaîne de valeur agroalimentaire, est totalement indépendant de l'Institut et prodigue des conseils éclairés au conseil d'administration ainsi qu'au Président et chef de la direction sur le programme de recherche stratégique et sur les enjeux stratégiques nouveaux. Agriculture et Agroalimentaire Canada y siège à titre de membre permanent.

Cette année, Christian Lacasse, président de L'Union des producteurs agricoles, a été remplacé par Marcel Groleau, président nouvellement élu de cet organisme. Maria Smith, une jeune productrice, a quitté le comité consultatif. Se sont joints au comité consultatif Peter Brenders, président et chef de la direction de BioteCanada, Diane Brisebois, présidente et chef de la direction du Conseil canadien du commerce au détail, et Gary Whyte, président et chef de la direction de l'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

L'affiliation de l'ICPA n'a pas changé au cours de l'année financière. En 2011-2012, l'ICPA comptait trois membres votants représentés par le Alberta Agriculture and Rural Development, Financement agricole Canada et le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. L'ICPA compte un membre associé, soit le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Conformément à l'accord de financement conclu entre Sa majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA), l'ICPA a complété son premier examen formel intérimaire d'évaluation du rendement le 22 juin 2010, tel qu'indiqué dans le rapport annuel 2010-2011. Des évaluations du rendement subséquentes auront lieu en 2015, 2020 et 2022.

Analyse financière

L'accord de financement entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) constitue la source de financement principale des activités de l'ICPA.

En 2007, l'ICPA a conclu un accord de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui a versé à l'ICPA une somme de 15 millions de dollars. Comme le stipule l'accord, le financement maximal utilisable pour couvrir les frais administratifs admissibles et les frais de recherche sur la politique admissibles de l'ICPA durant une année financière ne peut dépasser 1 million de dollars de l'enveloppe de 15 millions de dollars accordée initialement à l'ICPA par le gouvernement; à ce million peuvent cependant s'ajouter et être utilisés en tout temps les intérêts accumulés ou les revenus provenant de l'investissement de la subvention gouvernementale.

Un sommaire des états financiers de l'ICPA en date du 31 mars 2012 figure ci-après.

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux Directeurs de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2012 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (l'Institut) pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 13 juin 2012. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les principes comptables généralement reconnus du Canada utilisés pour la préparation des états financiers audités de l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

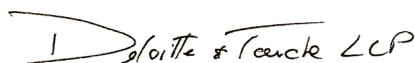
La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumés et l'état résumés des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut. Ils répondent aux principes de constatation et de mesure et des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en oeuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Opinion

À notre avis, le bilan résumés et l'états des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2012 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères principes de l'Institut et qu'ils répondent aux de principes de constatation et de mesure et des principes comptables généralement reconnus du Canada.



Deloitte & Touche
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Finances

BILAN CONDENSÉ au 31 mars 2012

	2012	2011
ACTIF		
Espèces et quasi-espèces	312 963 \$	489 951 \$
Débiteurs	301 431	92 989
Frais payés d'avance	12 023	32 315
Immobilisations corporelles	11 251	37 690
Placements à long terme	12 159 483	12 742 581
	12 797 151 \$	13 395 526 \$
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer	109 655 \$	124 868 \$
Apports reportés	245 660	221 077
Apports reportés à long terme	12 159 483	12 742 581
Apports reportés - immobilisations corporelles	11 251	37 690
	12 526 049	13 126 216
ACTIF NET — NON AFFECTÉ	271 102	269 310
	12 797 151 \$	13 395 526 \$

ÉTAT RÉSUMÉ DES REVENUS ET DES DÉPENSES ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012	2011
REVENUS		
Apports		
Long terme	1 200 386 \$	1 500 000 \$
Initiaux	8 751	346 920
Autres contributions	198 007	24 135
Cotisations des membres	-	20 000
Revenus d'intérêt	1 792	1 000
Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles	28 497	31 253
	1 437 433	1 923 308
DÉPENSES		
Administration	250 021	294 035
Activités de recherche		
Communication et sensibilisation	260 613	228 129
Projets	882 923	1 345 844
Activités des programmes		
Projets ICPA	42 084	29 300
	1 435 641	1 897 308
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	1 792	26 000
ACTIF NET AU DÉBUT	269 310	243 310
ACTIF NET À LA FIN	271 102 \$	269 310 \$



L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA)

960, ave Carling, CEF

Immeuble 49, bureau 318

Ottawa (ON) K1A 0C6

T : 613 232-8008 F : 613 232-3838

info@capi-icpa.ca

www.capi-icpa.ca

© le droit d'auteur 2012 Institut canadien des politiques agro-alimentaires

Canada

